

In Circulation M

SC. 128. POLIT. DEPT.
4 - NOV. 1899
N ^o 46 / X. b. 6.



N^o 11

Londres le 2 Novembre 1899

Monsieur le Président,

Au cours d'une entretien que j'ai eu hier avec Sir Thomas Sanderson, sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires Etrangères, pour une affaire dont je vous rends compte dans une autre dépêche, mon interlocuteur m'a pas pu s'empêcher de me témoigner toute la satisfaction que lui procureraient les tentatives faites en Suisse (par M. Naville, Angster

au
 Département Politique
 de la Confédération suisse
 à Berne





me

concertés pour éclairer l'opinion
publique sur les vraies causes
de la guerre contre le Trausvaal.

Il se rend parfaitement compte
que, d'une manière générale,
la presse & l'opinion sont peu
favorables chez nous à l'Angleterre,

mais, grâce à l'initiative prise
par le groupe susmentionné,

il veut bien nous accorder une
place spéciale dans son estime

parce que, à l'entendre, la Suisse
serait le seul pays continental

où une voix se serait ~~élevée~~
^{élevée}

~~élevée~~ en faveur des

Anglais. L'unanimité de l'opinion
publique européenne à condamner

l'Angleterre ne semble donc pas
laisser le Gouvernement britannique

est aussi froid qu'on pourrait
 être porté à le croire, si on
 en juge au vu par l'attitude
 de Sir Thomas Sanderson qui
 on a paru assez ennuyé de
 cet état des esprits. "Je me suis
 demandé souvent" me dit-il
 "d'où provient cette haine
 générale de l'Anglais & si l'on
 reconnaît que, en dehors des
 jalousies que nous nous faisons
 à notre prospérité, nous
 devons en imputer la cause
 principalement à notre
 arrogance si souvent déplacée,
 la presse notamment remarque
 de tact & contribue par son
 dédain de tout ce qui n'est pas
 Anglais à nous créer des

"ennemis" à entretenir les
 haines existantes. Je disais
 l'autre jour à Lord Salisbury,
 qui me demandait pourquoi
 nous étions si cordialement
 détestés partout, que les "leaders"
 des journaux étaient en grande
 partie responsables de cette
 haine. Je m'étonne surtout
 ajoutait Sir Thomas "que dans
 les petits pays qui nous doivent
 tant & que nous avons toujours
 soutenus contre leurs puissants
 voisins on ne nous soutienne
 pas davantage". Je dus devoir
 assurer à ce moment le
 sous-secrétaire d'Etat, qu'on
 se rendait parfaitement compte
 en Suisse des grands services

que l'Angleterre nous avait
 rendus pour le passé & l'avenir
 aussi que notre gratitude demeurerait
 acquise à ce pays dont nous
 espérons pourvoir, à l'avenir
 aussi, invoquer l'appui si,
 pour notre malheur, un jour
 devait venir où nous aurions
 à craindre pour notre indépendance
 & notre liberté. Je n'ai pas pu
 lui dissimuler qu'en effet
 l'opinion publique & la
 presse sont plutôt favorable
 aux Boers qu'aux Anglais mais,
 sans entrer en discussion sur
 le bien ou le mal fondé de cette
 manière de voir, je lui fis
 remarquer que les journaux
 anglais étaient peu lus chez
 nous & que nous étions

nécessairement tributaires,
 sans une certaine mesure,
 de la presse allemande &
 française. "A ce propos" me
 dit alors Sir Thomas "je ne
 vous étonnerai pas en
 vous disant que cette presse
 a été fortement travaillée
 par les agents du Président
 Krüger & qu'une partie des
 fameux millions dont on
 ne trouve pas la justification
 de dépense dans les comptes
 de la République Sud-Africaine
 ont passé dans la poche
 de correspondants les journalistes
 européens. Ici aussi d'ailleurs,
 à ce que me disait l'autre
 jour lui-même un journaliste

"anglais, on aurait eu des
 "facilités pour passer de
 "l'argent transvaalienne."

J'ai eu le devoir vous rapporter
 cette conversation parce qu'elle
 vous prouve que, malgré ce
 qu'en ont dit certains journaux
 suisses, on voit ici, dans les
 cercles gouvernementaux au
 moins, l'opinion publique
 même dans les petits pays;
 il serait désirable, on semble-t-il,
 que, malgré toute la sympathie
 que peuvent nous inspirer
 les Boers, notre presse ne
 se laissât pas entraîner à
 des attaques immédiates contre
 l'Angleterre ou des abus de
 langage contre tel ou tel
 membre du gouvernement

plus un certain responsable
de la situation actuelle. En
dehors de la question de
sentiment & de droit il y a
le fait que nous devons
beaucoup à l'Angleterre, que
nous avons absolument
besoin d'elle commercialement
& qu'un moment peut venir
où son amitié nous sera
plus précieuse que celle d'une
République du Sud de l'Afrique,
il faut donc éviter de la
froisser inutilement & éprouver
beaucoup que notre presse,
tout en maintenant son
indépendance de jugement,
évitera autant que possible
de donner à ses commentaires

une forme inutilement
acerbe.

Mon collègue des Pays-Bas
m'a confirmé qu'il avait
été chargé par son Gouvernement,
au moment où la guerre était
déjà déclarée, de faire une
tentative de médiation auprès
du Gouvernement britannique,
mais qu'il avait essuyé son
refus péremptoire de la part
de ce dernier d'entrer en matière.

En sujet de Sir George White,
le Général commandant à
Ladysmith, je tiens de très bonne
source que, à la suite du succès
d'Elandskraap, quelqu'un
complimentait le Maréchal
Lord Wolseley, Général en chef de

l'armée, sur ce résultat.

"White est un excellent

sabreur mais pas tacticien

"Du tout", aurait répondu

le maréchal; les événements

semblent lui donner raison.

Après, Monsieur le

Président, les assurances

de ma plus haute

considération

C. S. Bourcart.